



Interview de Thomas Gomart (IFRI) en prévision du sommet Russie - UE à Khanty-Mansiïsk (26-27 juin)

23/06/2008 11:32 - Quels résultats peut-on attendre de ce sommet ?

- La première chose à dire est que ce sommet intervient dans un contexte particulier : le changement de la transition du leadership en Russie, d'une part, la présidence française, d'autre part, et, en troisième lieu, à l'horizon, les élections américaines à l'automne. Cela veut dire qu'on est dans une fenêtre particulière, où il y a un certain nombre de changements qui sont apparus. Alors, du côté de la présidence française, cela va se traduire notamment par le début de la négociation pour un nouvel accord cadre entre la Russie et l'Union européenne, négociation qui était bloquée depuis plusieurs années et qui va pouvoir démarrer, en principe, début juillet. Je crois que le sommet qui s'annonce, c'est un sommet qui, à la fois, clôt un cycle et en ouvre un nouveau. Et les deux parties sont convaincues désormais de la nécessité de renforcer leurs liens et, en même temps, ont effectivement un certain nombre de vraies difficultés à surmonter. Je crois qu'on entre dans une nouvelle phase.

- La prochaine élection présidentielle américaine va-t-elle influencer sur le contexte des relations entre la Russie et l'Union européenne ?

- Oui, parce que je crois que Washington est à nouveau l'horizon stratégique de Moscou. Dans le même temps, il y a une compréhension de l'Union européenne et plus largement de l'Europe à Moscou qui dépend étroitement des évolutions de l'OTAN. Il y a également des propositions russes, exprimées par la voix du Président Medvedev à Berlin, notamment, pour essayer de construire un nouvel espace de sécurité euro-atlantique, qui font que, je crois, la relation Union européenne - Russie est une relation de couple, mais d'un couple à trois. Autrement dit, il y a toujours l'arrière-plan transatlantique qui influe sur cette relation.

- La Russie et l'Union européenne ont une approche différente de l'accord de partenariat stratégique. L'Europe veut du concret, alors que la Russie se satisferait d'un "cadre général". Comment expliquez-vous ces différences ? Et qui a le plus besoin de cet accord ?

- D'abord, je crois qu'il y a aussi un débat en Russie. Il n'y a pas du tout d'unanimité dans la communauté des experts sur le type d'accord qu'il faut arriver à conclure. Il y a des gens qui sont effectivement favorables à un accord très court, suivi d'accords sectoriels. Et puis il y a une autre école, qui est favorable à un vrai round de négociations, à mettre en relation, d'ailleurs, avec l'accession à l'OMC. Donc l'unité de la Russie est aussi une unité de façade, de ce point de vue-là. Du côté européen, en revanche, il y a la volonté d'offrir un cadre favorable aux échanges, et notamment de dire la chose suivante aux partenaires russes : si les entreprises russes souhaitent investir au sein de l'Union européenne, elles sont les bienvenues. Mais elles doivent le faire, évidemment, en respectant les règles de l'Union européenne. Et donc comprendre que la pratique du business en Russie n'est pas transposable à une pratique du business au sein de l'Union européenne. Il y a également le dossier des visas, qui est une revendication très lourde de la part de la Russie, ainsi que le dossier énergétique, évidemment, qui va occuper une bonne part de la négociation.

Je dirai que les deux parties ont besoin de l'accord. L'Union européenne représente aujourd'hui plus de 57 % du commerce extérieur de la Russie. Donc, la Russie ne veut pas se désintéresser ou feindre de prendre une attitude condescendante à l'égard de l'Union européenne, car son développement économique en dépend. Et à l'inverse, l'Union européenne est en train de comprendre l'importance de la Russie, dans la mesure où celle-ci est désormais son troisième partenaire commercial après les Etats-Unis et la Chine, qu'elle dispose de vraies capacités financières, qu'elle est effectivement, aussi, un fournisseur important de matières énergétiques. Autrement dit, les deux parties ne peuvent pas s'éviter.

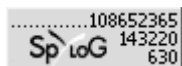
- L'Union européenne pourra-t-elle présenter un front uni lors des négociations sur le nouvel accord, ou chaque pays membre va-t-il essayer de se déterminer en fonction de ses propres intérêts ?

- Ca, c'est aussi, je dirai, une rengaine assez fréquente, à Moscou : insister sur la bilatéralisation, dire que

les Européens ne sont pas unis, etc. Je crois qu'il ne faut pas se tromper d'interlocuteur et bien comprendre que ceux qui vont mener la négociation, c'est la Commission et que, par définition, la Commission parlera d'une seule voix. Et elle fait preuve en matière de négociation d'un véritable savoir-faire. Autrement dit, je crois qu'il ne faudrait pas que la partie russe pense que par une diplomatie bilatérale elle pourra, je dirai, diviser excessivement les Européens. Les Européens sont en train, à mon avis, de trouver une unité sur leurs relations avec la Russie.

Thomas Gomart est le directeur du Centre Russie/NEI à l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Propos recueillis par Alexandra Kamenskaya



© 2005 RIA Novosti